

**CONSTRUCTION DE 24 LOGEMENTS LLS « CYCAS »**  
**RIVES de SOULA TR3 – ZAC de SOULA à MACOURIA**  
**Travaux de Bâtiment**

**1. Pouvoir Adjudicateur**

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE KOUROU (S.IM.KO)  
33, avenue Jean Jaurès – BP 812  
97388 KOUROU Cedex  
Téléphone : 0594 32 10 34  
Télécopie : 0594 32 29 95

**2. Procédure de passation**

Marché à procédure adaptée (MAPA).

**L'exécution du marché comporte une clause d'insertion par l'activité économique obligatoire en application des dispositions de l'article 38 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23/07/2015.**

**3. Objet de la consultation**

Réalisation des travaux de bâtiment relatifs à la construction de 24 Logements Locatifs Sociaux collectifs de type R+1 dans la ZAC de SOULA (sous-secteur des Rives TR3) à MACOURIA. Cette opération est répartie sur deux îlots distincts.

Les travaux de Bâtiment feront l'objet d'une seule tranche de réalisation et sont répartis en neuf (9) lots définis ci-après :

- Lot n° 1 : Gros œuvre
- Lot n° 2 : Charpente / Couverture
- Lot n° 3 : Menuiserie bois
- Lot n° 4 : Menuiseries aluminium
- Lot n° 5 : Serrurerie
- Lot n° 6 : Electricité
- Lot n° 7 : Plomberie / ECS
- Lot n° 8 : Revêtements sols et murs
- Lot n° 9 : Peinture

Dévolution en marchés de travaux séparés pour chacun des lots.

Possibilité est offerte aux candidats de soumissionner pour un, plusieurs ou l'ensemble des lots.

Les variantes sont autorisées.

**4. Délai d'exécution**

Le délai global d'exécution de l'ensemble des lots est de 13 mois (y compris période de préparation de 1 mois).

**5. Date prévisionnelle de début des travaux**

3 trimestre 2017.

**6. Justificatifs à produire**

Les justificatifs à produire quant aux qualités et capacités du candidat sont listés dans le Règlement de la Consultation.

**Niveau spécifique minimal exigé** : afin de garantir qu'ils disposent de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière ou des capacités techniques et professionnelles nécessaires à l'exécution du marché, les candidats devront présenter un chiffre d'affaires annuel, concernant les services objet du marché réalisé au cours des trois derniers exercices, d'au moins 80% du montant estimé du marché.

Les moyens de preuve de ces capacités acceptés par le Pouvoir Adjudicateur seront les suivants :

- . bilans ou extraits de bilans,
- . déclaration appropriée de banques,
- . déclaration vérifiable indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du

personnel d'encadrement pour chacune des années écoulées depuis la création,  
présentation d'une liste des travaux exécutés au cours des dernières années, appuyée  
d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le  
montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les  
règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin

Les candidatures, offres et documents de présentation associés seront entièrement rédigés en langue  
française, l'unité monétaire utilisée est l'euro.

## **7. Critères de jugement**

La sélection des candidatures sera effectuée sur la base des critères suivants : capacités  
professionnelles, techniques et financières (moyens matériels et humains, qualifications  
professionnelles, références sur prestations similaires, chiffre d'affaires,...) après analyse des dossiers  
technique et de références. Les candidats ne présentant pas de capacités techniques et financières  
jugées suffisantes à la réalisation du (des) lot(s) concerné(s) seront écartés.

Les offres seront jugées en fonction et dans l'ordre des critères pondérés suivants :

1. Valeur technique (capacité de l'entreprise par rapport aux travaux projetés) ; pondération : 50%
2. Prix ; pondération : 50%

## **8. Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché**

Groupement solidaire.

## **9. Modalités de financement / paiement**

- Financement : subventions, prêt bancaire

- Paiement : selon les modalités définies à l'article 3 du Cahier des Clauses Administratives

Particulières, prix global et forfaitaire avance forfaitaire prévue, acomptes mensuels, délai global de  
paiement de 30 jours, virement bancaire.

## **10. Lieu où l'on peut retirer le dossier d'appel d'offres**

Le dossier de consultation est disponible :

. sous forme électronique, sur le site <http://simko973.e-marchespublics.com> après  
inscription sur cette plate-forme de dématérialisation,

. sur support papier remis contre paiement d'une valeur de cinquante (50) euros par dossier pour frais  
de reprographie, par chèque libellé au nom de la S.IM.KO.

**Ces documents sont à retirer à l'adresse ci-dessous:**

**ATP (Atelier technique de projets)**

Mont Lucas 1 BAT G – RDC - 97300 CAYENNE

Téléphone: 0594 38 33 28

Portable : 0694 26 41 24

Les réservations pourront être réalisées dès parution du présent avis en adressant une demande à  
ATP au 0594 38 33 28 ou par mail à [atel.tech.pro@wanadoo.fr](mailto:atel.tech.pro@wanadoo.fr) . Tout retrait de dossier devra avoir  
fait l'objet d'une commande écrite.

Par ailleurs, tous frais éventuels d'envoi de dossier seront à la charge du candidat.

## **11. Date limite de réception des offres**

**Jeudi 19 Janvier 2017 à 12 heures.**

## **12. Adresse où les offres doivent être transmises (uniquement sur support papier) :**

Monsieur le Directeur Général

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE KOUROU (S.IM.KO)

33, avenue Jean Jaurès – BP 812

97388 KOUROU CEDEX

## **13. Délai pendant lequel le soumissionnaire reste engagé par son offre**

Cent vingt (120) jours à compter de la date limite de réception des offres.

**14. Renseignements d'ordre administratif et technique**

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE KOUROU (S.IM.KO)

33, avenue Jean Jaurès – BP 812

97388 KOUROU Cedex

Téléphone : 0594 32 10 34

Télécopie : 0594 32 29 95

**15. Procédure de recours**

L'instance compétente pour les procédures de recours est le Tribunal de Grande Instance de Cayenne – 7, avenue du Général de Gaulle – 97300 CAYENNE – Téléphone : 05 94 29 76 30.

Dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées, en cas de manquement aux obligations de publicité ou de mise en concurrence, toute personne ayant intérêt à conclure le contrat peut demander au juge de prendre toute mesure tendant à ce qu'il soit ordonné à la personne morale responsable du manquement de se conformer à ses obligations.

**16. Organes de publication**

. JAL France Guyane

. Plateforme de dématérialisation : <http://simko973.e-marchespublics.com>

. Site internet [www.simko.fr](http://www.simko.fr)

**17. Date d'envoi à la publication chargée de l'insertion**

Jeudi 01 décembre 2016